

Les « Ref » du Medef s'ouvrent sur le terrain de l'Europe et de la transition écologique

« Les patrons face aux défis géopolitiques et écologiques », titre **Le Figaro** alors que s'ouvre aujourd'hui, pour deux jours, l'université d'été du Medef sur l'hippodrome de Longchamp. Rebaptisés « Ref », les échanges, qui réuniront pas moins de 150 intervenants, auront cette année une coloration particulière, loin de l'optimisme qui prévalait en août 2020, de l'euphorie qui régnait un an plus tard. Depuis, l'inflation s'est envolée et les nuages, alimentés par six mois de guerre en Ukraine et par l'explosion des prix énergétiques, n'en finissent plus de s'accumuler. Et les patrons sont plus inquiets que jamais. Paradoxalement pas pour eux, comme le montre le sondage Ifop réalisé cet été pour le Medef : plus de 8 entrepreneurs sur 10 se disent optimistes sur la situation de leur entreprise et jugent sain leur bilan financier, mais leur inquiétude porte sur la situation de l'économie et la politique du gouvernement, qui dépense sans compter. Pour ouvrir les débats, avec un discours très attendu, La Première ministre évoquera la transition écologique et le retour au plein-emploi. Son objectif sera double : appeler les entrepreneurs à la responsabilité, notamment sur les questions écologiques, et rappeler le mandat que lui a confié Emmanuel Macron, c'est-à-dire de créer les conditions pour revenir au plein-emploi en 2027. « Elle va marteler que c'est ensemble qu'on réussira, pas les uns contre les autres », insiste une proche. Quoi qu'il en soit, le thème de la transition écologique sera sur toutes les lèvres. « Le monde est en train de changer », justifie l'entourage de Geoffroy Roux de Bézieux, d'où la connotation très géopolitique donnée à la REF, pré-ouverte par Volodymyr Zelensky. (Le Figaro, p.24 et 25)

« Sobriété énergétique : Elisabeth Borne attend la « mobilisation générale » des entreprises », titre **Les Echos**, détaillant que la Première ministre s'exprime ce lundi devant le Medef. Elle va demander aux entreprises de réduire leur consommation énergétique de 10 % dans les prochaines semaines. « Les acteurs économiques préparent la 'fin de l'abondance' », titre **Les Echos**, détaillant que les questions de transition climatique et de sobriété énergétique sont déjà au cœur des réflexions de plusieurs secteurs, notamment l'agroalimentaire, l'aérien et l'industrie. (Les Echos, p.2)

« Plus les crises se succèdent, plus les entreprises deviennent résilientes », titre **Le Figaro** qui ouvre ses colonnes à Geoffroy Roux de Bézieux, à qui **Les Echos** consacre son « En vue », lequel note « un écart grandissant entre le sentiment positif des entrepreneurs » et « les indicateurs macroéconomiques très sombres ». Pour le président du Medef, « le meilleur moyen d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages, c'est de permettre aux entreprises d'augmenter leurs marges en continuant la politique de l'offre. » Il assure ainsi que ces dernières augmentent les salaires. « Certes, les créations d'emplois post-confinements et les hausses de rémunération des salariés qui ont changé de poste ont aussi joué » mais « cela correspond in fine, même sous forme de primes, à du pouvoir d'achat en plus distribué aux salariés. » « La solution ne passe pas par la socialisation des revenus des Français les plus modestes », assure toutefois Geoffroy Roux de Bézieux pour lequel « le gouvernement ne doit pas abandonner sa politique de l'offre qui a porté ses fruits, en termes de croissance et d'emplois, depuis 2015 ». « Le sujet est d'augmenter la quantité de travail en France et la réforme la plus urgente concerne l'assurance-chômage », pointe le patron du patronat qui appelle également à des « actions volontaristes sur les questions de

mobilité, de formation, de logement ». Interrogé sur la réforme des retraites, il juge que cela « ne servira à rien d'ouvrir une négociation sociale sur ce sujet qui n'aboutira pas : le gouvernement doit modifier par décret les critères d'indemnisation pour inciter à la reprise d'activité et accélérer le retour à l'emploi ». « Il faudra ensuite réfléchir à la question de l'âge de départ en prenant tous les paramètres en compte », ajoute-t-il encore, listant « l'emploi des seniors, l'usure au travail dans certains métiers » ou encore les carrières longues ». Ne craignant pas une rentrée sociale chaude, il estime toutefois capital de renforcer « le dialogue social qui, mis à part sur un sujet comme l'assurance-chômage, a porté ses fruits depuis cinq ans ». « Le changement viendra aussi par des innovations en termes de gouvernance, comme peut-être le CNR, même si je doute de l'efficacité d'une organisation à soixante personnes ». (Le Figaro, p.25, Les Echos, p.28)